

CONVENTION
relative au partenariat entre
le CAUE 93
l'association régionale des cités-Jardins d'Ile-de-France
et la DSDEN de la Seine-Saint-Denis

Entre

**La direction des services départementaux de l'éducation nationale
de la Seine-Saint-Denis**

Ci-après désignée « DSDEN »

située au 8 rue Claude Bernard - 93008 - Bobigny

représentée par monsieur Antoine Chaleix
Inspecteur d'académie - directeur académique des services
de l'éducation nationale de la Seine-Saint-Denis

et

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Seine-Saint-Denis

Ci-après désignée « CAUE 93 »

dont le siège est situé au 155 avenue Jean Lolive - 93500 - Pantin

Représentée par Madame **Pascale LABBE**
agissant en qualité de Présidente du CAUE 93

et

L'Association régionale des cités-jardins d'Ile-de-France

Ci-après désignée « ARCJ »

dont le siège est situé au 28 avenue Paul-Vaillant-Couturier, 93240 Stains
Établissement Public Administratif

Représentée par Monsieur Azzédine TAÏBI
agissant en qualité de Président

En référence aux textes suivants :

Arrêté du 1er juillet 2015 relatif au parcours d'éducation artistique et culturelle

Les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

Préambule

Le CAUE 93 est une association départementale qui a pour vocation la promotion de la qualité architecturale, urbaine, paysagère et environnementale. Le CAUE 93 exerce des missions de conseil, de formation, d'information et de sensibilisation auprès des collectivités et de l'ensemble des Séquano-Dionysiens. Dans ce cadre, le CAUE conçoit des dispositifs pédagogiques de sensibilisation à la ville auprès du public scolaire. Afin de mieux faire connaître le patrimoine remarquable des cités-jardins en Seine-Saint-Denis le CAUE 93 s'associe à l'Association régionale des cités-jardins d'Île-de-France et la DSDEN afin de concevoir un dispositif pédagogique autour de différentes cités-jardins du territoire à destination des élèves du cycle 3.

L'ARCJ est une association loi 1901 qui a pour objectif de valoriser le patrimoine des cités-jardins d'Île-de-France à travers les actions des commissions recherche - Ginette Baty-Tornikian, préservation-conservation et promotion-valorisation - Jean-Pierre Respaut. Les membres de droits de l'association sont des collectivités territoriales et des bailleurs possédant à minima une cité-jardin et les membres actifs sont des établissements d'enseignements supérieurs, des opérateurs du tourisme et de la valorisation du patrimoine des associations d'habitants et des adhérents individuels. En tant que réseau, l'ARCJ a pour objectif de développer des actions de valorisation des cités-jardins sur les cités-jardins adhérentes à travers notamment la mise en place de visites grands publics ou pour les scolaires.

Quant à elle, la direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) de la Seine-Saint-Denis, développe depuis plusieurs années des partenariats avec des institutions des champs des arts, de la culture et du patrimoine afin de proposer aux élèves des écoles, collèges et lycées de la Seine-Saint-Denis des parcours d'éducation artistique et culturelle (EAC) innovants et originaux.

La DSDEN de la Seine-Saint-Denis vise ainsi à proposer de nouvelles formes de l'éducation à l'art et de l'éducation par l'art s'inscrivant parfaitement dans le cadre de la grande diversité des projets pédagogiques élaborés par les équipes pédagogiques des écoles, collèges et lycées de la Seine-Saint-Denis.

Article 1 – Objet

La Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Seine-Saint-Denis (DSDEN 93), le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Seine-Saint-Denis (CAUE 93) et l'Association régionale des Cités-Jardins d'Île-de-France (ARCJ-IdF) s'associent dans le cadre de la présente convention, afin de permettre le développement de parcours d'éducation artistiques et culturels aux bénéfices des élèves scolarisés dans les écoles, collèges et lycées de la Seine-Saint-Denis.

Ce partenariat est dénommé « Partenariat de coopération pour la découverte des cités-jardins » ou « Partenariat Cités-Jardins ».

La présente convention a pour objet de préciser le cadre et les modalités du partenariat entre les signataires pour une durée de trois années. Elle détermine les grands principes applicables à ce partenariat.

Article 2 - Présentation du dispositif

Le partenariat engagé se concrétise par un dispositif dénommé « À la découverte des cités-jardins ».

Ce projet d'éducation artistique et culturelle est une sensibilisation aux patrimoines architecturaux que représentent les cités-jardins. Il vise à répondre aux trois piliers de l'éducation artistique et culturelle : la rencontre avec des artistes et des œuvres, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances dans les domaines de l'architecture et de l'urbanisme. Il vise également à faire connaître le patrimoine architectural et paysager des cités-jardins du département de la Seine-Saint-Denis aux publics scolaires qui résident dans les communes concernées ou avoisinantes. L'idée est de transmettre les connaissances nécessaires à la compréhension des territoires dans lesquels les élèves vivent.

Le dispositif « **À la découverte des cités-jardins** » est construit pour appréhender au plus près les divers enjeux de l'architecture et de l'urbanisme des cités-jardins.

Le dispositif se déploie en plusieurs parcours pédagogiques à destination des écoles, des collèges et des lycées

de la Seine-Saint-Denis. Le nombre de parcours proposés est décidé annuellement par les Parties. Ils se déploient sur les cités-jardins suivantes :

- Cité-jardin du Pré-Saint-Gervais, Pantin et les Lilas
- Cité-jardin de Stains
- Cité-jardin de la Poudrerie à Livry-Gargan

Il se déroule sur une année scolaire, en temps scolaire uniquement et dans le cadre du projet d'école ou d'établissement des classes participantes.

Ce dispositif est un outil de connaissance et d'exploration des cités-jardins, il se décline en quatre séances à destination d'une même classe : deux avec un.e intervenant.e du CAUE et deux en autonomie pour les enseignants. Le dispositif pédagogique est détaillé en Annexe 1.

Dans le cadre de ce partenariat, les Parties peuvent être amenées à proposer un dispositif supplémentaire et complémentaire au dispositif cité ci-dessus. Après accord des Parties, ce dispositif pourra être intégré au partenariat par simple avenant à la présente convention.

Par ailleurs, ce dispositif concrétise la volonté commune des Parties de développer des parcours d'éducation artistique et culturelle innovants et originaux aux bénéfices des élèves de la Seine-Saint-Denis.

Article 3 – Engagements

3.1. Engagements mutuels

Le CAUE 93, l'ARCJ-IdF et la DSDEN de la Seine-Saint-Denis s'informent mutuellement des emplois du temps fixés et des diverses manifestations durant l'année scolaire. Un calendrier pourra être envisagé conjointement afin de ne pas perturber la scolarité des élèves et les engagements des intervenants.

Le nombre de parcours proposés dans le cadre du partenariat sera déterminé annuellement par le CAUE 93, l'ARCJ-IdF et la DSDEN de la Seine-Saint-Denis.

Les productions réalisées avec les élèves pourront être présentées dans les locaux de la DSDEN de la Seine-Saint-Denis, du CAUE 93 ou de l'ARCJ-IdF. Toute autre présentation donnera lieu à une information mutuelle des Parties.

Dans une logique d'étroite collaboration, les Parties s'informeront mutuellement d'éventuelles difficultés rencontrées par les participants : intervenants, enseignants, élèves.

Les Parties s'engagent à faire conjointement une évaluation annuelle des actions développées dans le cadre de la présente convention.

La présente convention remplace les documents annexés à la circulaire départementale du 11 mars 2024 concernant les intervenants extérieurs en EAC dans les écoles du 1^{er} degré de la Seine-Saint-Denis. Seule la lettre d'engagement en annexe 2 sera signée individuellement par chaque intervenant.

3.2. Engagements du CAUE 93

Dans le cadre de ce partenariat, le CAUE 93 proposera chaque année scolaire *a minima* 9 parcours pour le dispositif présenté en article 2. Les parcours seront prévus en fonction de l'actualité du CAUE 93 et de l'ARCJ, de leur programmation et de la disponibilité des intervenants.

En amont des interventions, le CAUE 93 s'engage à fournir aux écoles et établissements scolaires le planning des interventions ainsi que le nom des intervenants.

Le CAUE 93 fournit la prestation et en assume la responsabilité.

Le CAUE 93 s'engage à vérifier que les intervenants possèdent les diplômes nécessaires aux interventions en EAC en milieu scolaire. Le CAUE 93 s'engage à vérifier l'honorabilité des intervenants et l'absence de tout empêchement à exercer auprès de personnes mineures. Le CAUE 93 s'engage également à recueillir et conserver la lettre d'engagement en annexe 2 qui sera signée individuellement par chaque intervenant. Une copie de celle-ci sera transmise à la mission EAC de la DSDEN.

Le CAUE 93 s'engage à informer ses intervenants qu'ils sont soumis au principe de neutralité et de laïcité. Ils ne

peuvent pas faire acte de prosélytisme, troubler l'ordre public ou porter atteinte au bon fonctionnement du service et sont soumis aux règlements intérieurs des écoles et établissements scolaires.

En outre, le CAUE 93 s'engage à :

- Garantir la pertinence de l'analyse architecturale, urbaine et paysagère des parcours proposés
- Co-écrire les livrets sur les trois cités-jardins repérées en lien étroit avec l'ARCJ
- Concevoir les trois livrets (contenu, graphisme, mise en page)
- Co-former les animateurs en lien étroit avec l'ARCJ
- Rémunérer les animateurs
- Planifier les dates de réunions en fonction des échéances et étapes de conception des parcours
- Gérer les inscriptions des enseignant.es via le site internet du CAUE 93

3.3. Engagements de l'Association régionale des Cités-Jardins d'Ile-de-France

L'ARCJ-idF s'engage à :

- Garantir la véracité des explications historiques des parcours proposés
- Co-écrire les livrets sur les trois cités-jardins repérées en lien étroit avec le CAUE 93
- Co-former les animateurs en lien étroit avec le CAUE93

3.4 Engagements de la DSDEN

La DSDEN s'engage à déterminer les classes du premier degré pouvant répondre aux objectifs du partenariat.

La DSDEN, conjointement avec la délégation académique à l'éducation artistique et culturelle (DAAC), s'engage à déterminer les classes du second degré pouvant répondre aux objectifs du partenariat. L'avis du conseiller de la DAAC en charge du suivi du dossier, sous couvert du délégué académique, est nécessaire pour l'engagement des classes du second degré dans les dispositifs.

Lorsqu'un projet accueille deux classes et lorsque cela est possible, la DSDEN et la DAAC s'engagent à favoriser la dynamique inter degré en ciblant une classe du premier et du second degré appartenant à un même réseau d'éducation.

La DSDEN s'engage à accompagner les écoles et collèges concernés dans la mise en œuvre administrative et opérationnelle de l'entrée dans les dispositifs.

Article 4 - Prérequis à l'entrée dans le dispositif pour les établissements scolaires participant

4.1. Pour les écoles du premier degré :

- Les enseignants s'assurent d'avoir l'accord de la direction de l'école pour l'entrée de la classe dans le dispositif.
- Les enseignants s'assurent de pouvoir respecter le calendrier du parcours, d'être présents aux temps d'élaboration de celui-ci et de pouvoir mettre en œuvre le déplacement des élèves lors des séances dans les cités-jardins.
- Lors des séances prévues dans leur école, les enseignants s'assurent, en dialogue étroit avec le CAUE93 et l'ARCJ-IdF des aspects logistiques de l'accueil des intervenants de du dispositif.
- L'enseignant s'engage à recenser le projet sur la plateforme Adage.

4.2. Pour les établissements du second degré :

- Les enseignants s'assurent d'avoir l'accord de la direction de l'établissement. L'entrée de la classe dans le dispositif ne peut se faire sans cette autorisation. La DSDEN s'engage à recueillir cette autorisation.
- Les enseignants s'assurent de pouvoir respecter le calendrier du parcours, d'être présents aux temps d'élaboration de celui-ci et de pouvoir mettre en œuvre le déplacement des élèves lors des séances dans les cités-jardins.
- Lors des séances prévues dans leur école, les enseignants s'assurent, en dialogue étroit avec le CAUE93 et l'ARCJ-IdF des aspects logistiques de l'accueil des intervenants de du dispositif.
- L'établissement s'engage à recenser le projet sur la plateforme Adage.

Article 5 – Financement

Le CAUE 93 prend en charge la rémunération des intervenants et l'achat du matériel nécessaire à la réalisation de chaque parcours. Le CAUE 93 ou l'ARCJ-IdF ne prennent pas en charge les frais de transport occasionnés par le déplacement des classes dans les cités-jardins, ni aucun autre frais non communiqué dans la présente convention.

Pour l'année scolaire 2024-2025, le coût de chaque parcours s'élève à 3600 €, soit trois mille six cent euros. Ce montant est annuel et pourra être révisé chaque année en fonction du contenu des parcours et des frais induits par leur contenu.

5.1. Pour les parcours à destination des élèves des écoles élémentaires

Pour les classes du 1^{er} degré, la DSDEN de la Seine-Saint-Denis s'engage à verser une contrepartie financière pour la création et le déploiement des parcours par le CAUE 93.

Cette participation financière est déterminée annuellement et prélevée sur les crédits pédagogiques de la mission EAC. Un avenant portant le montant de la participation annuelle déterminée par la DSDEN sera adossé chaque année à la présente convention et signée par les Parties. L'avenant financier-type est présenté en annexe 3.

La mission EAC est en charge de vérifier la bonne réalisation des parcours. La DAGEFI est le correspondant du CAUE 93 pour la bonne mise en œuvre des procédures financières et du paiement.

Pour l'année scolaire 2024-2025, l'enveloppe financière dédiée au dispositif est de 3 600 euros TTC

Des parcours complémentaires pourront être financés par tout autre appel à projet, notamment l'appel à projet ADAGE.

5.2. Pour les parcours à destination des élèves des écoles élémentaires

Pour les classes du second degré, la participation financière des établissements pourra se faire grâce au Pass culture ou tout autre appel à projet.

Article 6 - Assurances

L'ARCJ-IdF déclare qu'elle a souscrit les assurances nécessaires pour ses membres, les objets lui appartenant et les publics accueillis dans ses locaux.

Pour les élèves, les activités, qu'elles se déroulent à l'école, dans l'établissement scolaire ou dans les cités-jardins, relèvent de l'enseignement scolaire dans le cadre des textes réglementaires. Une assurance est recommandée et peut-être exigée pour les activités facultatives du dispositif.

Article 7 - Communication et propriété intellectuelle

8.1 Dans le cadre des actions de communication, chaque Partie travaille dans un esprit d'étroite collaboration avec l'autre Partie. Chaque partie s'engage à faire apparaître les logos du CAUE 93, de l'ARCJ-IdF et de la DSDEN sur les publications *print* ou *web*. Les éléments de communication de chaque partie sont présentés en annexe 4.

8.2 Toute reproduction du logo de la DSDEN, du CAUE 93 ou de l'ARCJ-IdF, notamment sur les supports de communication, doit faire l'objet d'une autorisation expresse, préalable et écrite de la Partie concernée. La reproduction des marques et logos devra respecter fidèlement les caractéristiques graphiques desdits signes distinctifs et notamment la typographie, les proportions, le graphisme ainsi que les couleurs tels que déposés, le cas échéant, auprès de l'INPI.

8.3 Dans le cas où l'une des Parties a recours à une œuvre protégée par un droit de propriété intellectuelle, celle-ci garantit qu'elle est titulaire des droits attachés à cette œuvre ou qu'elle a obtenu les autorisations nécessaires pour son utilisation. Elle garantit contre tout recours ou action que pourrait former, à un titre quelconque, à l'occasion de l'exercice de ses droits par l'une des Parties, toute personne ayant participé directement ou indirectement à la réalisation, ou qui estimerait avoir des droits quelconques à faire valoir sur tout ou Partie de l'œuvre ou sur son utilisation par l'une des Parties.

8.4 Chaque Partie doit obtenir l'accord préalable des personnes faisant l'objet de prises de vue qu'elle souhaite utiliser en toute ou partie sur leur support de communication. Pour ce faire, la Partie concernée fera signer les autorisations nécessaires de droit à l'image (Annexe 5). Les Parties collaborent de bonne foi pour obtenir les autorisations nécessaires des personnes considérées. Les autorisations consenties sont limitées à l'exécution et pour la durée de la présente convention.

8.5 Sous réserve de la parfaite exécution des engagements des Parties et des artistes participant au dispositif, les Parties autorisent les artistes à exploiter les œuvres collaboratives qui seront réalisées avec les élèves dans le cadre des parcours, sans caractéristiques limitatives, pour une durée de dix ans, dans le monde entier et sous réserve des autorisations nécessaires.

8.6 Afin de valoriser le partenariat, les Parties pourront être amenées à réaliser des actions communes de communication. Le CAUE 93, l'ARCJ-IdF et la DSDEN auront la possibilité de faire état du partenariat au sein de leurs moyens de communication internet et externe respectifs (relations publiques, communication digitale, communication *print*...).

Article 8 - Entrée en vigueur et reconduction

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature et pour une durée de trois ans

Au bout de trois ans, elle est éventuellement renouvelable par avenant annuel, dans la limite de trois années. Elle peut aussi être précisée, complétée ou modifiée.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie, pour des raisons dûment motivées, sous forme de lettre recommandée, sous réserve d'un préavis de trois mois.

Un exemplaire original de cette convention est conservé à la direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Seine-Saint-Denis.

Fait à Bobigny, le en deux exemplaires.

Pour la rectrice de l'académie de Créteil et par délégation,
le directeur académique des services de l'éducation
nationale de la Seine Saint-Denis

Le CAUE de la Seine-Saint-Denis
représentée par
sa Présidente

Antoine Chaleix

Pascale Labbé

L'association régionale
des Cités-Jardins d'Île-de-France
représentée par sa directrice

Azzédine Taïbi
Président

Annexes :

- Annexe 1 - Dispositif « À la découverte des cités-jardins »
- Annexe 2 - Lettre d'engagement individuelle des intervenants extérieurs
- Annexe 3 – Avenant financier - Type
- Annexe 4 - Éléments pour les communications *print* et *web*
- Annexe 5 – Autorisation parentale pour l'usage de photographie ou de vidéos

Annexe 1

relative au partenariat entre
le CAUE 93, l'association régionale des cités-Jardins d'Ile-de-France
et la DSDEN de la Seine-Saint-Denis

Dispositif « À la découverte des cités-jardins »
Présentation

DESCRIPTIF & DÉROULÉ

L'enjeu de ce dispositif est de mieux faire connaître le patrimoine architectural et paysager des cités-jardins du département de la Seine-Saint-Denis aux publics scolaires qui résident dans les communes concernées ou avoisinantes. L'idée est de transmettre des clés de lecture pour comprendre les territoires dans lesquels ils vivent. Ce dispositif est un outil de connaissance et d'exploration des cités-jardins, il se décline en quatre séances à destination d'une même classe : deux avec un.e intervenant.e et deux en autonomie.

Séance 1 – en autonomie : un temps d'appropriation du livret, de prise de connaissance du parcours et des photographies.

Séance 2 : une classe entière, répartie en plusieurs sous-groupes, effectue un parcours pédestre munis d'un carnet comprenant l'itinéraire à suivre et des planches photographiques en vue de reconnaître une série de photos et de les resituer sur plan. Ces prises de vues sont réalisées de telle manière qu'elles nécessitent un temps d'observation, une acuité visuelle et un effort de mémorisation : elles initient ainsi les élèves à un décryptage et un repérage dans l'espace.

Séance 3 : une séance de restitution et d'analyse est proposée aux élèves à l'issue du parcours, en classe. Au cours d'un échange sous forme de questions-réponses, les élèves sont invités à faire part de leurs impressions, à recourir à des notions et à du vocabulaire pour donner sens à ce qu'ils ont observé et parcouru, à acquérir des connaissances sur les temps forts de l'histoire du logement social et des territoires métropolitains du nord-est parisien.

Séance 4 – en autonomie : développer un rendu artistique par élève ou par groupe inspiré de la découverte de la cité-jardin. Cette séance peut éventuellement être portée en partenariat avec une structure culturelle locale (médiathèque, espace culturel,...)

SUPPORTS PÉDAGOGIQUES

- . un carnet pédagogique, remis en *séance 1*, constitué :
 - d'un plan sur lequel est représenté l'itinéraire à suivre,
 - d'une soixantaine de photographies numérotées,
 - d'un feuillet retraçant l'histoire des cités-jardins, un focus sur la cité-jardin en question, des illustrations (documents d'archives, photos, cartes postales anciennes), des anecdotes, et si nécessaire en fonction des sites, un encadré qui informe sur les travaux réalisés ou programmés pour la rénovation durable des logements.
- . une présentation projetée en *séance 3* organisée en 3 parties :
 - présentation des thématiques des photos renvoyant aux différentes fonctions urbaines,
 - historique de la construction de la cité-jardin, contextualisation dans l'histoire du logement social,
 - actualité liée au projet de réhabilitation en cours.

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- Développer le sens de l'observation des paysages
- Se repérer dans l'espace à l'aide d'un plan
- Identifier et savoir décrire les différents éléments et fonctions des espaces urbains
- Comprendre son espace proche et son évolution
- Découvrir un patrimoine dans son environnement proche
- Découvrir les métiers autour du paysage, de l'architecture et du patrimoine

Annexe 2

relative au partenariat entre
le CAUE 93, l'association régionale des cités-Jardins d'Ile-de-France
et la DSDEN de la Seine-Saint-Denis

Lettre d'engagement des intervenants extérieurs
Formulaire individuel

Intitulé du parcours :

Année scolaire :

Bénéficiaire du parcours :

• Ecole • Collège • Lycée

Nom :

Adresse :

Je soussigné.e certifie avoir pris
connaissance du règlement intérieur de l'école et m'engage à le
respecter.

J'ai pris connaissance que le directeur de l'école ou le chef d'établissement du collège ou du
lycée peut mettre fin à tout moment aux interventions s'il constate un manquement à mes
obligations.

Je certifie sur l'honneur n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation interdisant d'exercer auprès des
mineurs.

De même, je m'engage à respecter les modalités d'intervention fixées avec l'enseignant.

Fait à

le

Signature :

Annexe 3

relative au partenariat entre
le CAUE 93, l'association régionale des cités-Jardins d'Ile-de-France
et la DSDEN de la Seine-Saint-Denis

Avenant financier- Type

A compléter avec DAGEFI

Annexe 3

relative au partenariat entre
le CAUE 93, l'association régionale des cités-Jardins d'Ile-de-France
et la DSDEN de la Seine-Saint-Denis

Logos des partenaires

Logo - Éducation nationale



Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
de la Seine-Saint-Denis

Logo de la direction des services départementaux de
l'éducation nationale de la Seine-Saint-Denis
DSDEN

Le logo doit nécessairement être apposé sur un fond blanc.



Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
de la Seine-Saint-Denis

Taille minimale
de la hauteur
de la Marianne
PRINT : 2,5 mm
WEB : 20 px



Taille minimale du logo :
Largeur = 5,31 cm
Hauteur = 1,92

Taille idéale sur les documents A4
Largeur = 9 cm
Hauteur = 3,2 cm

COULEURS DE LA MARIANNE

VERSION COULEUR



VERSION NOIR ET BLANC



BLEU FRANCE		ROUGE MARIANNE	
R = 0	C = 100	R = 225	C = 0
V = 0	M = 90	V = 0	M = 100
B = 145	J = 20	B = 15	J = 100
	N = 7		N = 0

Logos – CAUE 93 et ARCJ

Annexe 4

relative au partenariat entre
le CAUE 93, l'association régionale des cités-Jardins d'Ile-de-France
et la DSDEN de la Seine-Saint-Denis

Autorisation parentale captation-utilisation image et sons

Autorisation parentale de captation et d'usage de photographies ou vidéos

La Direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Seine-Saint-Denis (DSDEN 93), le CAUE 93 et l'association régionale des cités-jardins d'Ile-de-France vous demandent l'autorisation d'utiliser des images de votre enfant prises lors du dispositif suivant :

À la découverte des cités-jardins

À cette occasion, votre enfant sera photographié ou filmé à des fins non-commerciales de promotion et de communication du projet dans le cadre d'activités éducatives, culturelles.

Les photographies ou vidéo pourront être diffusées en ligne sur internet, dans le cadre de publications imprimées ou de projections collectives en classes mais aussi de projections collectives institutionnelles à vocation éducative ou artistique.

Conformément à la loi, le libre accès aux données qui vous concernent est garanti. Vous pouvez à tout moment vérifier l'usage qui en est fait et disposer du droit de ces données si vous le jugez utile.

Partie à remplir par la ou les personnes représentantes légales de l'élève

Je soussigné _____, Responsable légal 1

Je soussigné _____, Responsable légal 2

Prénom et NOM de l'enfant : _____

Classe : _____ à [Nom de l'école ou de l'établissement scolaire]

- ☐ Donne l'autorisation à la DSDEN 93, au CAUE 93 et à l'ARCJ pour la prise de vues, la reproduction et la diffusion des images et vidéo de notre enfant pour une durée de 10 ans.
- ☐ Déclare refuser à la DSDEN 93 au CAUE 93 et à l'ARCJ l'autorisation pour la prise de vues, la reproduction et la diffusion des images et vidéo de notre enfant.

Nous vous rappelons que vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données personnelles vous concernant. Pour exercer ce droit vous pouvez vous adresser :

- à la DSDEN 93 aux coordonnées suivantes : ce.93webmestre@ac-creteil.fr - Tel : 01 43 93 73 72
- au CAUE 93 : caue93@caue93.fr - Tel : 01 48 32 25 93
- au Association régionale des cités- Jardins : [mail et téléphone](#)
-

Fait à : _____ le : _____

Signature(s) précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »